



A Cergy, le 27 août 2025
Madame la Présidente du Conseil départemental du Val d'Oise

Objet : Préavis de grève de 0h à 24h pour les journées du lundi 1er septembre 2025 au mercredi 31 décembre 2025

Madame la Présidente,

Sous prétexte d'une économie de guerre au détriment des besoins et de l'intérêt général, des mesures de rigueur budgétaire sont annoncées pour le projet de loi de finance et le projet de loi de financement de la sécurité sociale. La destruction des droits des travailleurs, des services publics se poursuit et contribue encore davantage à l'augmentation des inégalités sociales !

Après la baisse de 10% de rémunération en cas de congé maladie ordinaire, ajouté à un jour de carence, le gouvernement s'en prend maintenant à la médecine du travail, puis à l'augmentation du temps de travail qu'il souhaite généraliser...

La suppression de deux jours fériés en dit long et plus encore quand il s'agit du 8 mai proposé par le 1er ministre, date de la capitulation de l'Allemagne nazie...

La lutte contre les idées d'extrême droite n'est pas gagnée, restons vigilants !

Arrêtons le massacre ! C'est une injonction adressée à notre gouvernement. Les politiques antisociales, anti-démocratiques, clivantes et répressives, ça suffit !

L'augmentation des budgets pour les armées se fait au détriment de la sauvegarde de nos services publics essentiels : Education, Santé, Culture, Fonction Publique Territoriale et tant d'autres qui sont la fierté de la France.

Comme si cela n'était pas suffisant de sacrifier les travailleuses.eurs avec la réforme des retraites, les fonctionnaires avec le gel du point d'indice, la Prime de Pouvoir d'Achat non obligatoire, au bon vouloir des employeurs, la suppression de la GIPA entre autres... les annonces du 1er ministre sur le PLF PLFSS prévoient une litanie de mesures là encore, brutales, injustes et inefficaces !

Combien de temps encore pouvons-nous supporter cela ?

Nous sommes indigné.es et nous nous mobilisons pour forcer le gouvernement à revoir sa copie. N'en déplaise à celles et ceux qui gouvernent, une autre appropriation des richesses est possible, nous ne lâcherons rien.

Alors nous rappelons au gouvernement les revendications qui sont les nôtres :

- Des moyens budgétaires à la hauteur des missions des fonctionnaires : hausse du point d'indice à 6 euros, car ils ne doivent pas être la variable d'ajustement des projets de lois de finances. Et recherches de financements par l'ISF, fin des aides publiques sans contrepartie ni contrôle....
- Des moyens humains à la hauteur d'un service public de qualité pour répondre aux besoins des populations, avec des créations de postes, la titularisation des agents.e.s contractuel.le.s et le remplacement des départs en retraite.
- L'abrogation de la réforme des retraites et l'arrêt des politiques d'exonérations de cotisations sociales.
- La réduction du temps de travail
- L'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes
- L'abandon de tout projet de casse des services publics.

Au Conseil Départemental du 95 comme dans d'autres territoires les agents sont malmené.e.s. Un grand nombre d'agent est méprisé (Agents des collèges, travailleurs sociaux...) et considéré.e.s comme des travailleuses et travailleurs de seconde zone...

Nous alertons sur la baisse constante du pouvoir d'achat, la perte d'attractivité, le départ en masse des agent.e.s, l'augmentation de la contractualisation, la dégradation des conditions de travail, l'absence de reconnaissance pour un grand nombre d'agent.e.s...

Madame la Présidente, il y a plus qu'URGENCE ! Il est temps d'agir pour l'ensemble des agents.e.s de la collectivité et d'arrêter de faire croire que l'on prend leurs difficultés en compte.

Nous vous alertons régulièrement sur la souffrance des agents.e.s dans l'ensemble de notre collectivité.

Ce qui engendre des accidents de travail et des arrêts maladie de longue durée, au détriment d'une continuité et de la qualité de service rendu.

Les agent.es du Conseil Départemental du 95 sont avant tout des femmes et des hommes au service de la population et dont le dévouement n'est plus à démontrer.

Les agent.es fonctionnaires, en CDI et sous contractualisation exigent par le biais du syndicat CGT du CD 95 la prise en compte des premières revendications suivantes :

- Le maintien d'une indemnisation à 100 % des arrêts maladie,
- La suppression du jour de carence,
- Le recrutement massif des nombreux postes vacants et la création de postes pour améliorer les conditions de travail et pallier les besoins des services,
- La mise en stage immédiate des agent.e.s contractuel.le.s qui remplissent les conditions afin de baisser le nombre de contractuel.le.s qui a doublé en 10 ans soit près de 40%,
- L'avancement de grade pour tous les agents dès qu'ils remplissent les conditions,

Pour l'ensemble de ces motifs, le syndicat CGT du Conseil Départemental du 95 prend une fois de plus ses responsabilités en déposant un préavis de grève, pour la période du lundi 1^{er} septembre au mercredi 31 décembre 2025 de 0H00 à 24H00 couvrant tous les agents.e.s territoriaux.

Nous appelons l'ensemble des agent.es à rejoindre les initiatives populaires et à se rassembler le 10 septembre devant la préfecture.

Notre organisation syndicale est disponible pour ouvrir des négociations sur les revendications ci-dessus.

Dans cette attente, nous vous prions, Madame la Présidente, de recevoir nos salutations respectueuses.

Carole CADIO
Secrétaire Générale
Syndicat CGT des personnels du Conseil Départemental du Val d'Oise

